

Point 3.4

✓ Pour information

DES VILLES PLUS SURES, RESILIENTES, DURABLES ET CAPABLES DE REpondre AUX CRISES

Résumé et recommandations

Le Conseil politique sur des villes plus sûres, résilientes, durables et capables de répondre aux crises a favorisé le rôle des gouvernements locaux dans la création de l'Alliance mondiale sur les crises urbaines et a œuvré pour mettre l'accent sur le rôle que les gouvernements locaux et régionaux peuvent jouer pour conduire une transition écologique vers la résilience mondiale. La Déclaration des droits de l'humanité, adoptée par le Conseil mondial à Durban, avait préalablement été débattue par le Conseil politique.

Ce document présente les résultats des discussions du Conseil politique, qui alimenteront également le Pacte pour l'avenir, la stratégie renouvelée pour l'Organisation mondiale à partir de 2022.

L'Assemblée générale est invitée à :

1. **Prendre note** du rapport du Conseil politique sur les villes résilientes.

1. Le Conseil politique sur les villes résilientes est coprésidé par **Fatimetou Abdel Malick**, présidente du Conseil régional de Nouakchott et présidente de CGLU-Afrique, par **Johnny Araya**, maire de San José, président de FLACMA et coprésident de CGLU, ainsi que par **Sami Kanaan**, maire de Genève et président du Groupe de travail permanent de CGLU sur la prévention et la gestion territoriales des crises, suite à leur nomination lors du Conseil mondial de CGLU en 2020.

Travail sur le terrain dans la phase de lancement initiale

2. Le Conseil politique a favorisé le rôle des gouvernements locaux en répondant aux périodes d'instabilité, dont la crise sanitaire, mais aussi les crises écologique, sociale et économique, et a œuvré pour mettre l'accent sur le rôle que les gouvernements locaux et régionaux peuvent jouer pour conduire une transition écologique vers la résilience mondiale.
3. Face à la pandémie de COVID-19, le monde est passé d'une compréhension traditionnelle de la résilience dans les villes et les territoires, à un vaste concept urgent concernant la capacité des gouvernements locaux et régionaux de préparer et de faire face aux périodes de détresse, et en particulier d'améliorer l'attention et les soins continus apportés aux communautés. Le Conseil politique s'est penché sur différentes voies vers une transition écologique, qui définit les gouvernements locaux et régionaux comme des acteurs de la transformation pour développer la résilience mondiale.



4. La nécessité de développer une fourniture de services locaux solide et durable a été une constante du Conseil, en renforçant des partenariats avec l'**UITP** pour le transport durable, tout comme la nécessité de définir le cap de notre plaidoyer sur des étapes cruciales comme la COP26 ou la COP15.
5. Lors des réunions de ce Conseil politique en 2020 et 2021, les sherpas et les Conseiller·e·s politiques ont mis l'accent sur la façon dont le monde est en train de faire face aux urgences combinées, telles que le **climat et la santé**, confirmant ainsi la fragilité des systèmes existants et les dangers encourus si l'on continue d'ignorer les inégalités et les écarts accumulés et persistants. Le contexte actuel accentue l'urgence d'agir et de compenser le manque de résilience structurelle aujourd'hui, en se basant sur les enseignements et les sacrifices des générations actuelles, afin d'assurer la pérennité et le droit des générations futures de jouir d'un monde sûr, juste et résilient.
6. Dans la phase initiale, les Conseiller·e·s ont tout particulièrement mis l'accent sur les questions suivantes :
 - a) La **fourniture de services locaux**, comme l'accès à l'eau, l'énergie, Internet, la mobilité et bien d'autres, est essentielle pour bâtir la résilience dans une perspective holistique, par exemple en tenant compte de leur lien direct avec le système de santé, comme a pu le révéler la pandémie.
 - b) Les **systèmes et la sécurité alimentaires**, tout comme le **tourisme durable**, comme moteurs du développement local et de la reprise économique.
 - c) L'**urgence climatique mondiale** : inondations, sécheresses, tempêtes, ouragans, acidification des océans, incendies de forêt, etc. augmenteront en termes d'intensité et de fréquence. Les efforts, à tous les niveaux, nécessiteront de combiner les actions à court et à long terme, en visant à la fois la mitigation et l'adaptation, en observant les risques et les impacts différenciés à travers les régions continentales et celles plus éloignées.
 - d) La stimulation de la promotion de la **collaboration avec les organisations internationales et les agences humanitaires** est bien accueillie par les membres du Conseil car elle peut aider les villes et les territoires à se préparer et à répondre aux crises, ainsi que contribuer à galvaniser la reconnaissance du rôle des villes et des régions dans la prévention et la gestion des crises et la relance successive.
 - e) Le **transport** et la **mobilité** doivent être considérés plus avant pour leur fonction unique en réponse aux crises, par exemple en ce qui concerne la logistique, l'accès à la nourriture et aux services, les loisirs ou la connectivité dans les villes et les territoires.
 - f) Renforcer la résilience à la suite du COVID-19 et d'autres urgences nécessitera des investissements dans l'**infrastructure verte** et les **solutions basées sur la nature**, une occasion unique de générer des **emplois décents**, en proposant une alternative aux jeunes générations et en transformant la relation de l'humanité avec la nature.

Le Conseil politique lors du Bureau exécutif 2022 de CGLU

7. Durant la période 2021-2022, le Conseil politique a fait un bond en avant dans le plaidoyer et la stratégie de CGLU en faveur d'une transition écologique pour la résilience mondiale, avec l'inclusion d'une approche renouvelée et de messages sur la nature, les systèmes vivants et le climat, ainsi que les modèles de développement, en particulier dans l'ère post-COVID.

8. Durant le Bureau exécutif de juin 2022 à Séville, le Conseil politiques a coorganisé, avec la Commission de CGLU sur le développement économique et social local, une session sur « Le développement économique local pour une reprise équitable. » Les Conseiller·e·s et participant·e·s y ont invoqué le besoin de promouvoir des politiques, surtout aux niveaux local et régional, qui réorientent les modèles économiques et productifs vers des systèmes progressifs, ainsi que le renforcement des services publics qui garantissent l'égalité, tout en concevant et en mettant en place des politiques d'égalité visant à éradiquer les inégalités et à promouvoir l'accès égalitaire à la jouissance des ressources fondamentales, surtout à travers l'amélioration des systèmes de santé et de la fourniture de services publics.
9. La volonté politique et la connaissance du territoire ont été identifiées comme les éléments clés pour faire reculer les barrières qui perpétuent des situations d'inégalités et empêchent de progresser dans le sens d'une société cohésive, spécialement en matière d'inégalités des genres.
10. Le Conseil politique a recommandé d'investir dans le capital social, le capital humain, pour générer davantage de sociétés et de territoires cohésifs, forts et durables, car ce sont les individus qui forment la base de l'économie, de l'emploi et de la croissance territoriale.

Le Pacte pour l'avenir de CGLU

11. Le Conseil politique a déjà identifié que la triple crise environnementale du climat, de l'extinction et de la pollution atteint un point de non-retour. Le Conseil politique a mis l'accent les années précédentes sur la nécessité de transformer complètement notre rapport collectif à la nature et, pour les gouvernements locaux et régionaux, de mener le développement d'une nouvelle vision pour notre avenir commun où nous analysons à nouveau les valeurs qui forment notre compréhension en tant qu'individus et celui de voies de développement positives pour la nature, ainsi que de résoudre sérieusement les inégalités transactionnelles.
12. La question des villes résilientes et durables doit être l'une des pierres angulaires du Pacte, en particulier dans la redéfinition des modèles de production et de consommation qui ne sont actuellement pas durables et la nécessité qu'ils soient instamment remplacés par des modèles circulaires, régénératifs et de proximité.
13. L'urgence climatique et les systèmes de résilience seront aussi en bonne place dans l'agenda du Conseil, à travers des approches pansociales et pour une transition vers des systèmes d'énergies alternatives qui doivent être une priorité tel un passage essentiel vers un avenir plus durable et juste.

Contribution au processus du Town Hall de CGLU

14. En septembre 2022, le Conseil politique de CGLU s'est réuni avec les Town Halls de CGLU pour tirer les enseignements du point de vue des gouvernements locaux et régionaux avant de finaliser les documents d'orientation avant Daejeon. Le Conseil politique sur les villes sûres, résilientes et durables s'est confronté aux Town Halls sur la confiance et le gouvernement et sur le climat et la culture pour faire part de ses observations sur leurs documents d'orientation et réfléchir aux problèmes afin de proposer une transformation écologique vers des modèles de développement et de résilience mondiale basés au niveau local en accord avec nos environnements, au sein de leurs Town Halls en préparation pour le Congrès mondial de CGLU.

15. Le Town Hall sur le climat et la culture a tout particulièrement souligné combien la culture est une force manquante dans la planification climatique malgré sa force de transformation comme moteur des imaginaires sociaux et pour renforcer la résilience. Les participant·e·s ont par ailleurs rappelé la position unique des gouvernements locaux et régionaux pour aborder la planification climatique par le biais de la collaboration avec les voix de la culture et la société civile.